

Réponses aux questions du thème 3 (reçues le 3 déc. 2015) (transmises par Aline Parmentier au nom de la liste « *Nos vies d'abord !* »)

QUESTIONNAIRE N° 3 CULTURE - LANGUE - EDUCATION – INFORMATION

Questions :

1. Comment, selon vous, développer le bilinguisme en Alsace et comment faire partager cet objectif avec les autres composantes de l'ACAL ?
2. Quels seraient les grands axes de votre politique pour défendre et développer les différentes formes de la culture alsacienne ? Par ex. théâtre, littérature, musique, chansons...

Réponse aux questions 1 et 2 : « Langues et culture régionale d'Alsace » : Enjeux démocratiques et horizon novateur. Des propositions pour les régionales

La politique des langues régionales, le bilinguisme et la politique culturelle en faveur de l'Alsacien font l'objet de vives polémiques, le plus souvent bien loin des réalités scolaires et culturelles. Pour le PCF, si le bilan du bilinguisme, et plus largement la politique régionale en matière de langue et culture est contestable (déséquilibres sociaux et spatiaux, recrutement et formation, baisse des dotations et des budgets culturels...), il convient aujourd'hui d'en faire un état des lieux, mais aussi, en changeant de cap, de fixer des objectifs ambitieux.

Certes, le contexte de disparition de la région Alsace, imposé par le gouvernement dans une logique de course à la compétition entre les hommes et les territoires au nom du capital, semble sonner le glas d'une manière de dire et de penser le monde et beaucoup estiment sans doute qu'il s'agit là d'une « évolution naturelle ».... D'autres, peuvent penser aussi que c'est un trésor à conserver et à cultiver dans un entre soi social, spatial et culturel pour répéter un passé au présent, en restant aveugles aux mutations sociologiques de l'Alsace et aux enjeux démocratiques qui soutiennent la question culturelle et linguistique de l'Alsace d'aujourd'hui. La disparition de la région, en tant qu'institution et instance démocratique de proximité, construite sur un espace humanisé dans une histoire et des rapports sociaux et linguistiques manifestes et vivaces, fait aussi craindre le pire pour la pérennité de tous les dispositifs mis en œuvre dans la région pour la langue et la culture régionale. Dans un contexte d'austérité et dans le cadre de l'ACAL, qui peut assurer que les crédits en constante baisse pour l'éducation et la culture seront à la hauteur du maintien et du développement de la langue et de la culture d'Alsace ?

Pour le PCF, la défense et la promotion de la langue et de la culture régionale, dans et par les services publics, et une politique publique participent d'une visée démocratique et émancipatrice embrassant le présent passé mais aussi le présent futur en marche. Il ne s'agit pas de soustraire mais de rendre accessible à tous les singularités d'une langue et d'une culture dans une histoire complexe et les mille manières de toucher l'universel. Pour nous, l'égalité n'est pas l'uniformité et l'altérité

est au cœur de la culture commune que nous voulons construire dans la société démocratique de la République décentralisée enfin égalitaire et laïque.

Langues et langues et culture régionale : La « peau de chagrin »

En effet, les discours des CT (région et départements) et des lobbies masquent les réalités à l'œuvre dans les écoles, les collèges et les lycées où règne la peau de chagrin d'un enseignement des langues qui se réduit y compris pour l'Allemand. La réforme du collège, rejetée par la grande majorité des enseignants, de Mme la ministre de l'EN, marginalise un peu plus encore les langues régionales et fait craindre le pire pour la poursuite du dispositif existant en Alsace. Par ailleurs, la revendication de la région en matière de pilotage de la politique des langues, au seul prétexte de « l'employabilité » dans le bassin rhénan germanophone, peut en ces temps de chômage de masse apparaître comme naturelle. A y regarder de plus près, on se rend compte que l'état de l'emploi en Allemagne n'est pas aussi bon qu'on ne le dit. La précarité se généralise et les salaires sont sous pression. Cette vision utilitariste des langues, tout particulièrement de l'allemand, est fondée sur le postulat fumeux de l'adéquation entre maîtrise de l'allemand (ce qui reste à prouver faute d'un bilan pédagogique sérieux de l'enseignement paritaire) et emploi en Allemagne et en Suisse alémanique. Adeptes de l'économie de marché qui rend l'avenir illisible et l'austérité transfrontalière, la droite alsacienne planifie pourtant pour des enfants de 3 ans une orientation qui n'a de justification que dans l'état supposé du marché dans 20 ans ! Certes, pour l'ensemble du grand est et particulièrement pour l'Alsace, l'histoire du monde du travail est inséparable des dynamiques économiques transfrontalières et la capacité à parler la langue de l'autre constitue un atout. Mais, encore faut-il que l'emploi existe et surtout, qu'au delà de la conjoncture économique, la langue, comme expression populaire, culturelle et historique de l'Alsace et des alsaciens, soit reconnue et soutenue comme telle. La langue est un pont entre deux rives et les alsaciens le savent depuis longtemps.

Le PCF soutient le développement des *langues et des cultures régionales* et est favorable à la signature par la France de la charte européenne des langues régionales. L'histoire du communisme en Alsace est inséparable de l'histoire du socialisme allemand qui s'affirme entre 1871 et 1914. L'« alsacien » était la langue de la classe ouvrière, parlée par tous les travailleurs venus de tous les pays et, plus près de nous, de la résistance communiste en Alsace. Alors oui, « allemand et alsacien sont insécables » selon la belle formule de Daniel Muringer (voir l'article de Daniel sur « l'Alsacien » dans : <http://www.langues-cultures-france.org/lalsacien-2/>) et, en 2015, si la langue alsacienne existe, c'est dans l'échange organique et naturel avec l'allemand. Face à la diminution et au vieillissement des locuteurs, c'est le chemin à suivre, pour que perdure et se développe la langue régionale d'Alsace. Après tout, comme le dit Tomi Ungerer : « L'alsacien, c'est l'allemand d'ici ».

L'allemand comme langue régionale de l'Alsace, doit faire l'objet d'un enseignement bilingue qu'il conviendrait de décliner vers tous dans des modalités adaptées combinant la pratique orale de l'alsacien et le support écrit de l'allemand.

Cependant, il reste beaucoup à dire et à faire sur les contenus enseignés (notamment sur la quasi absence de tout enseignement oral de la langue, de l'histoire et de la culture alsacienne), sur le recrutement et la formation des enseignants, sur le rôle de la puissance publique comme pilote de cet enseignement (création de site, suivi de l'école primaire au lycée). *La culture Alsacienne*, les langues régionales ont vocation à être enseignées dans l'éducation nationale. Faire progresser l'enseignement de la langue régionale, en articulant alsacien et allemand avec des revendications sociales et culturelles, c'est notre ambition émancipatrice !

Quelques pistes de propositions à intégrer dans le programme politique des « régionales »

1) Défendre et promouvoir l'enseignement des *langues et de la culture régionale* dans le service public d'éducation

- Dès la maternelle, offrir à tous un enseignement « extensif » croisant découverte et pratique de l'alsacien et de l'allemand.
- Faire un bilan de l'enseignement « bilingue » paritaire et proposer les adaptations pédagogiques et matérielles aptes à remédier aux effets d'exclusion sociale et spatiale.
- Assurer une continuité plus forte qu'aujourd'hui entre école primaire et collège et entre collège et lycée par un effort considérable en matière de recrutement et de formation des maîtres. Mettre un terme à la précarité des enseignants.
- Abrogation de la réforme du collège et développement de l'enseignement de toutes les langues.
- Création, au collège et au lycée, à choisir parmi les langues, d'une matière d'enseignement intitulée : « *Langues et culture d'Alsace* », avec pratique conjointe de l'alsacien et de l'allemand.

2) Défendre la création et la culture régionales et promouvoir toute la Culture.

- En finir avec l'austérité et les coupes budgétaires qui tuent la culture mieux qu'un revolver.
- Soutenir la création régionale par une politique publique ambitieuse qui retrouve le souffle et l'esprit de Vilar et de Malraux.
- S'attaquer à toutes les pratiques de déréglementation marchande qui gangrènent le spectacle vivant au détriment de tous les artistes et techniciens.
- Créer dans le service public audiovisuel une chaîne de télévision publique dédiée aux *langues et à la culture d'Alsace*. A l'instar de « Via Stella », cette chaîne pourrait, à partir de son partenariat organique avec France 3, soutenir la production locale, développer des programmes et des productions pour tous dans tous les registres et une amplitude horaire importante tous les jours.
Tous les programmes ne sont pas en alsacien, le français est autorisé.....
Idem pour muscler la partie régionale de Radio Alsace... Il y aurait là matière à stimuler la création locale et à créer des emplois stables.
- Stimuler la création littéraire en créant, des « ateliers littéraires et poétiques » en partenariat avec l'éducation nationale et un « prix du livre Alsacien ».

L'engagement du Front de gauche vaut pour l'ensemble de l'ACAL et souligne l'intérêt pour les forces de progrès de pouvoir compter dans la prochaine Assemblée régionale sur des élus nombreux et déterminés. En faisant de cette question un axe fort de leur action, ils rechercheront au sein de l'assemblée les

moyens de rassembler des majorités pour les mettre au service des revendications d'émancipation.

3. Seriez-vous prêt à créer un système de soutien (et sous quelle forme) au pluralisme de la presse en Alsace et à l'existence d'une presse plurielle ?

Le pluralisme de la presse est aujourd'hui attaqué par deux logiques convergentes :

- 1) La constitution de grands groupes de presse capitalistes qui ont des objectifs marchands et des objectifs idéologiques. Il s'agit pour eux de contribuer à la formation d'idées favorables au maintien des rapports de domination capitalistes.

Dans notre région le groupe EBRA, financé par les CMDP, est en situation de monopole et est propriétaire des titres majeurs de la région ACAL. Le contexte créé par le big bang territorial est une occasion pour les CMDP d'accélérer les processus de fusion des titres, au détriment des réalités locales, des journalistes, des salariés du livre et de l'opinion citoyenne.

- 2) D'ores et déjà, les choix éditoriaux et le traitement des sujets ne respectent pas le pluralisme. La campagne des élections régionales en est, hélas, un parfait exemple. Le FN, la droite, le PS et les verts, voire Unser Land sont mieux traités que la liste de rassemblement initiée par le FDG. Toutes les propositions novatrices du FDG, par ex sur les questions institutionnelles, linguistiques et culturelles sont ignorées, comme si la presse avait décidé, une fois pour toute, que « seul » Unser Land pouvait incarner cette dynamique.....

Comment enrayer cette logique et favoriser une presse plurielle ?

- 1) Par des mesures législatives : en mettant en place une loi « anti-trust » dans la presse qui est aussi un service public de l'information et qui comme telle doit garantir le respect du pluralisme.
- 2) En conditionnant les aides à la presse à un critère de respect du pluralisme.
- 3) En développant des luttes citoyennes pour le pluralisme de la presse.
- 4) En développant à l'échelle régionale une politique et des actions publiques pour refuser la création de monopole et, au contraire, favoriser l'expression plurielle.
- 5) Création d'une chaîne publique dédiée aux langues et à la culture d'Alsace qui, outre sa mission culturelle, pourrait devenir aussi un espace de débats et de création garantissant le pluralisme des opinions.